



FICHE D'INFORMATION DE PLAIDOYER URGENCE 2025

# Contamination liée aux engins explosifs en Ukraine : une menace existentielle de long terme pour les civils

L'actuelle guerre en Ukraine a infligé des conséquences humanitaires dévastatrices dans tout le pays. L'intensité des combats et des bombardements a fait de nombreuses victimes civiles - 13 341 personnes tuées et 32 744 blessées depuis 2022<sup>1</sup> -, des déplacements massifs, mais aussi une importante contamination par des engins explosifs, notamment des mines antipersonnel, des armes à sous-munitions, des munitions non explosées (MNE) et d'autres restes explosifs de guerre (REG). Ces menaces continueront de coûter la vie à des civils en Ukraine, même des décennies après la fin du conflit.

La contamination par les engins explosifs en Ukraine est l'une des plus graves au monde, affectant un quart du territoire du pays. Alors que la guerre entre dans sa quatrième année, l'Ukraine est confrontée à l'une des crises les plus graves au monde en matière d'engins explosifs, environ un quart de son territoire étant désormais truffé de mines antipersonnel et d'autres munitions explosives mortelles. En effet, en décembre 2024, 138 503 km<sup>2</sup> de terres et 14 000 km<sup>2</sup> d'eau risquaient d'être contaminés et devaient faire l'objet d'une expertise.<sup>2</sup> Les engins explosifs menacent la vie des civils dans 11 des 27 régions de l'Ukraine : Chernihivska, Dnipropetrovska, Donetsk, Kharkivska, Khersonska, Kyivska, Luhanska, Mykolaivska, Odeska, Sumska et Zaporizka. Selon le Landmine Monitor, les données disponibles sur les victimes d'engins explosifs seraient nettement inférieures à la réalité. L'Ukraine est également contaminée par le conflit qui sévit dans l'est du pays depuis 2014 et par les restes explosifs de guerre datant de la Première et de la Seconde Guerre mondiale.<sup>3</sup>

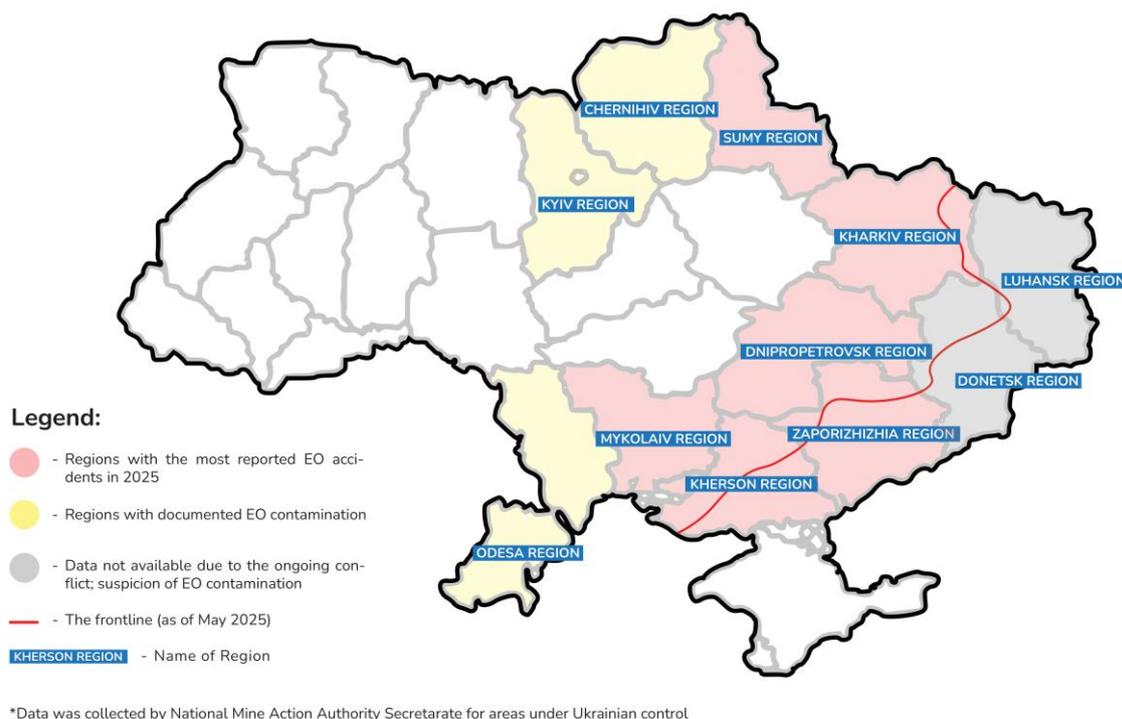
<sup>1</sup> UNHR Protection des civils dans les conflits armés - mai 2025 disponible sur [Ukraine OHCHR mai 2025](#)

<sup>2</sup> Toutefois, ces chiffres proviennent de la [plateforme nationale d'action contre les mines](#) et doivent encore être vérifiés de manière indépendante et mis à jour.

<sup>3</sup> Observatoire des mines - Ukraine, disponible à l'adresse suivante : <https://the-monitor.org/country-profile/ukraine/impact?year=2023>

Par conséquent, une évaluation des besoins humanitaires réalisée fin 2024 a révélé que 5,4 millions de personnes ont besoin d'une assistance en matière de lutte contre les mines.<sup>4</sup>

### Map of Explosive Ordnance (EO) accidents in Ukraine in 2025



Légende : Carte des accidents dus aux engins explosifs en Ukraine en 2025. Source : ©HI

*« L'utilisation de mines antipersonnel en Ukraine a déjà laissé un héritage de souffrances humaines, entravé la reconstruction post-conflit et mis en danger les générations futures. Le pays est confronté à un besoin de déminage qui s'étendra sur plusieurs décennies et dont le coût est estimé à 29,8 milliards de dollars. »*

*Adèle Masson, chargée de plaidoyer, HI Ukraine.*

<sup>4</sup> Plan de réponse aux besoins humanitaires des Nations unies pour l'Ukraine 2025, p. 67, disponible à l'adresse suivante : [Ukraine HNRP 2025](#).

## 1. L'impact humain de la contamination à grande échelle

En mai 2025, 1497 victimes civiles (442 tués et 1055 blessés) dues aux engins explosifs avaient été signalées par les Nations unies depuis l'invasion massive de la Russie en février 2022.<sup>5</sup> Ce chiffre est supérieur au total des victimes civiles de mines antipersonnel et de restes explosifs de guerre enregistrées entre 2014 et 2021. En 2023, le Landmine Monitor a fait état de 580 victimes de mines antipersonnel en Ukraine, ce qui en fait le quatrième pays avec le plus grand nombre de victimes enregistrées cette année-là.<sup>6</sup> En mai 2025 seulement, 53 civils ont été blessés ou tués par des engins explosifs en Ukraine, ce qui représente plus du triple de la moyenne des quatre mois précédents de 2025.<sup>7</sup>

*« Les mines antipersonnel et les armes à sous-munitions ne se contentent pas de défendre les frontières, elles les transforment en pièges mortels. Elles ne protègent pas les populations, elles les mettent en danger pour des générations. »*

*Anne Héry, directrice du plaidoyer et des relations institutionnelles,  
Handicap International - Humanité & Inclusion (HI).*

La vie de civils ukrainiens a été profondément altérée par les conséquences physiques, psychologiques et socio-économiques des incidents liés aux engins explosifs. L'impact est à la fois profond et multiforme : les engins explosifs continuent de représenter une menace mortelle pour les civils, entraînant des blessures, des morts et des traumatismes psychologiques durables. Les blessures causées par ces armes aveugles entraînent souvent de graves déficiences physiques, laissant les survivants avec des séquelles à vie. Au-delà de l'impact physique, le traumatisme psychologique est important, de nombreux survivants et leurs familles souffrant de stress post-traumatique (SSPT), de dépression et d'anxiété. Les coûts intangibles de la contamination par les engins explosifs vont au-delà des blessures individuelles. Des communautés entières sont touchées, privées d'accès aux services essentiels, notamment à l'éducation et aux opportunités socio-économiques. Selon une étude menée par HI en partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et BBC Media sur

<sup>5</sup> Protection des civils dans les conflits armés, Ukraine, avril 2025, disponible à l'adresse suivante [Protection des civils, avril 2025](#)

<sup>6</sup> Rapport 2024 de l'Observatoire des mines, p58, disponible à l'adresse suivante : [Landmine-Monitor-2024-Final-Web.pdf](#)

<sup>7</sup> Ce chiffre a été calculé grâce à une compilation des chiffres relatifs à la protection des civils dans les conflits armés du HCDH en Ukraine, pour les premiers cinquièmes mois de 2025, disponibles sur le site [Ukraine protection of civilians - all reports](#). Janvier : 28, février:4, mars:14, avril : 19 victimes.

l'éducation aux risques liés aux engins explosifs (EORE),<sup>8</sup> 18% des personnes interrogées cultivent des jardins ou des parcelles de terrain dans des zones potentiellement contaminées et 25% estiment que le risque d'être affecté par des engins explosifs est élevé.

Les populations rurales, les secouristes, les démineurs et les volontaires humanitaires sont évidemment parmi les plus touchés par la contamination. Les hommes sont particulièrement touchés et représentent 87 % des décès et 81 % des blessures de l'ensemble des victimes d'engins explosifs en Ukraine.<sup>9</sup> Mais les enfants sont également menacés, puisque 12 % des victimes d'engins explosifs étaient des enfants en 2023. Une étude menée par UNICEF et le Rating Group<sup>10</sup> sur la sensibilisation aux risques liés aux engins explosifs et les comportements sûrs chez les enfants et les adolescents ukrainiens âgés de 10 à 17 ans révèle un paradoxe troublant : bien que 97 % des adolescents déclarent connaître les règles de sécurité en matière de mines antipersonnel, les comportements à risque restent très répandus, en particulier chez les garçons âgés de 14 à 17 ans (62 %) et chez les jeunes issus de zones rurales ou de familles à faibles revenus. Les enfants, faisant déjà partie des catégories de personnes les plus vulnérables en temps de crise, sont exposés de manière disproportionnée à l'héritage mortel des engins explosifs.

Le rapport du Landmine Monitor<sup>11</sup> révèle que les programmes EORE et de réadaptation sont gravement sous-financés au niveau mondial, l'aide internationale pour l'assistance aux victimes ne représentant que 6 % du financement total de l'action contre les mines en 2023 et l'éducation aux risques seulement 1 %. Il est absolument nécessaire d'augmenter les ressources pour traiter efficacement tous les aspects de l'action contre les mines et s'assurer qu'aucun pilier n'est oublié. L'EORE est parfois le seul moyen de prévenir les accidents dans les zones où le déminage n'est pas encore possible ou prend du temps en raison du conflit en cours. Le long processus de remise à disposition des terres et, en fin de compte, d'élimination des engins explosifs est également source de frustration pour les civils qui sont témoins de ces menaces dans leur vie quotidienne. Même si les civils sont conscients du danger, le désespoir et la nécessité de cultiver leurs terres pour subvenir à leurs besoins les poussent à prendre des risques inconsidérés. Le faible financement pour des activités d'EORE, associé à l'urgence pour les personnes de répondre à leurs besoins, ne fait qu'exacerber les graves menaces qui pèsent sur les civils.

<sup>8</sup> Étude HI-BBC Media, collecte de données 2024, disponible à l'adresse "[Danger ! Mines ! Comment parler des comportements sûrs en matière de munitions explosives afin de protéger plutôt que de blesser ?](#)"

<sup>9</sup> Secrétariat de l'Autorité nationale de l'action contre les mines (NMAA) de l'Ukraine, nombre de victimes de l'OE entre le 23<sup>e</sup> février 2022 et le 3<sup>e</sup> mai 2025.

<sup>10</sup> UNICEF, communiqué de presse, Ukraine 2024, disponible à l'adresse suivante : [EO risk awareness and behaviors from young . ukrainians](#)

<sup>11</sup> Rapport de l'Observatoire des mines 2024, p. 130, disponible à l'adresse suivante : [Landmine-Monitor-2024-Final-Web.pdf](#)

*« Nous avons l'habitude de cultiver des céréales, mais tout est contaminé. Nous avons déjà déminé 200 hectares par nos propres moyens, mais 700 sont encore minés. Nous avons pris des détecteurs de métaux et nous sommes sortis nous-mêmes. Tout cela par nos propres moyens. »  
Oleksandr, agriculteur dans le village de Velyka Komyshevakha, communauté de Barvinkove du district d'Izium, dans la région de Kharkiv.*

Les données disponibles obtenues par HI auprès du secrétariat de l'Autorité nationale de lutte contre les mines (NMAA)<sup>12</sup> indiquent qu'en dépit des efforts d'EORE en cours en Ukraine depuis l'invasion à grande échelle, de nombreuses victimes d'engins explosifs n'avaient pas reçu de sessions d'éducation au préalable, ce qui souligne la nécessité de poursuivre les programmes d'EORE.

## **2. La dévastation économique due à la contamination**

L'agriculture ukrainienne perd plus de 11 milliards de dollars par an à cause des mines anti-personnel. En effet, l'Ukraine est l'un des principaux producteurs agricoles au monde, avec 71 % de terres agricoles et 56 % de terres arables avant 2022, soit la proportion la plus élevée de tous les pays européens.<sup>13</sup> Selon le Programme alimentaire mondial, avant l'invasion à grande échelle, l'Ukraine produisait suffisamment de nourriture par an pour nourrir 400 millions de personnes dans le monde.<sup>14</sup> Cependant, un rapport conjoint<sup>15</sup> du ministère ukrainien de l'économie et du Tony Blair Institute for Global Change estime que la contamination par les mines antipersonnel coûte à l'Ukraine environ 11,2 milliards de dollars par an, soit 5,6 % de son produit intérieur brut (PIB) en 2021, tandis que les pertes s'élèvent à 72,7 milliards de dollars.<sup>16</sup> Ce chiffre englobe la réduction de la production agricole, la diminution des exportations et la baisse des recettes fiscales. En particulier, les exportations agricoles et alimentaires ont diminué de 4,3 milliards de dollars par an en raison des perturbations liées aux mines antipersonnel. L'invasion à grande échelle a entraîné des conséquences dévastatrices sur la production ukrainienne, notamment

<sup>12</sup> Sur les 1 000 accidents d'OE survenus jusqu'en mars 2025, seuls 267 cas (27 %) comportaient des informations confirmées sur l'exposition à l'EORE - 142 victimes (14 %) avaient reçu de l'EORE avant l'accident, tandis que 125 (13 %) n'en avaient pas reçu.

<sup>13</sup> Groupe de la Banque mondiale, Agricultural land in Ukraine, 2022, disponible à l'adresse suivante [Groupe de la Banque mondiale, terres agricoles](#) indicateur des

<sup>14</sup> Programme alimentaire mondial, Ukraine, disponible à l'adresse suivante : <https://www.wfp.org/countries/ukraine>

<sup>15</sup> Tony Blair Institute for Global Change et ministère ukrainien de l'économie, From Economic Recovery to Global Food Security : The Urgent Need to Demine Ukraine, septembre 2024, disponible sur [urgent-need-to-demine-ukraine-report](#).

<sup>16</sup> FAO Ukraine Emergency and Early Recovery Response Plan 2025-2026, page 9, disponible à l'adresse suivante : [FAO EERRP](#)

l'abandon des terres agricoles près des lignes de front, la conscription des agriculteurs dans l'armée, l'occupation du territoire ukrainien par la Russie, mais aussi le déploiement généralisé de mines antipersonnel sur les terres agricoles. Dans la seule région de Kherson, où la contamination par les engins explosifs devrait réduire le PIB régional de 10 à 15 %, la situation a été exacerbée, en juin 2023, par la destruction du barrage de Nova Kakhovka, qui a disséminé des milliers de mines antipersonnel et inondé des dizaines de milliers d'hectares de terres agricoles.<sup>17</sup>

*« À Barvinkivska, environ 17 000 hectares de terres agricoles sont contaminés, ce qui empêche les agriculteurs et les entreprises agricoles de les utiliser pleinement. »*

*Natalya, adjointe du chef de la communauté territoriale urbaine de Barvinkivska, district d'Izium, région de Kharkiv.*

Cette contamination sans précédent par les mines antipersonnel et autres engins explosifs a entraîné de graves coûts économiques, environnementaux et sociaux, entravant considérablement la reconstruction et le développement à long terme du pays. En outre, la contamination restreint l'accès aux terres agricoles, retarde la reconstruction et limite l'accès humanitaire, ce qui a des répercussions négatives sur de nombreux secteurs de la société.<sup>18</sup> Au-delà du danger immédiat, la perturbation des écosystèmes terrestres risque également de provoquer une dégradation du sol à long terme, en particulier sur les terres agricoles et les pâturages. En conséquence, les ménages ruraux et les petits producteurs perdent l'accès à des terres vitales, ce qui accroît leur dépendance à l'égard du gouvernement et de l'aide humanitaire.<sup>19</sup>

### **3. Obstacles au retour : l'impact durable de la contamination**

Alors que la présence d'engins explosifs dans les zones résidentielles est l'un des obstacles au retour des personnes déplacées à l'intérieur du pays,<sup>20</sup>, au même titre que les difficultés économiques et les difficultés d'intégration dans de nouvelles régions, les Ukrainiens doivent

<sup>17</sup> Tony Blair Institute for Global Change et ministère ukrainien de l'économie, From Economic Recovery to Global Food Security : The Urgent Need to Demine Ukraine, septembre 2024, disponible sur [urgent-need-to-demine-ukraine-report](#).

<sup>18</sup> Ukraine - Fourth Rapid Damage and Needs Assessment (RDNA4) February 2022 - December 2024, p180, disponible sur [Banque mondiale Ukraine RDNA 4](#)

<sup>19</sup> FAO Ukraine Emergency and Early Recovery Response Plan 2025-2026, page 9, disponible à l'adresse suivante : [FAO EERRP](#)

<sup>20</sup> Ukraine - Fourth Rapid Damage and Needs Assessment (RDNA4) February 2022 - December 2024, p184, disponible sur [Banque mondiale Ukraine RDNA 4](#)

peser le pour et le contre d'un retour dans leur ville d'origine, où les hostilités incessantes continuent également de poser des problèmes de décontamination. En effet, les équipes de remise à disposition des terres sont confrontées à des défis de plus en plus importants : les terres déjà déminées peuvent être à nouveau contaminées en raison du conflit en cours. Cette situation ne nuit pas seulement aux efforts de dépollution, mais expose également les propriétaires fonciers et les utilisateurs à de nouveaux risques.

Les inquiétudes concernant la sécurité éloignent de nombreuses familles de leurs foyers, ce qui prolonge les déplacements et crée des pressions sociales et économiques supplémentaires. Le déminage de ces zones est essentiel non seulement pour réduire le nombre de blessés, mais aussi pour permettre aux communautés de se reconstruire et de prospérer. En décembre 2024, moins de la moitié des réfugiés ukrainiens exprimaient le souhait de rentrer chez eux, contre 75 % en novembre 2022.<sup>21</sup> Beaucoup de ceux qui avaient initialement l'intention de rentrer ont depuis reconsidéré leur décision et choisissent désormais de rester à l'étranger. Cette évolution est motivée par des facteurs sécuritaires et économiques et, même si la contamination par les explosifs n'était pas clairement stipulée dans les motifs, cette menace peut s'inscrire dans le cadre des risques sécuritaires et de l'incertitude persistants. La contamination par les engins explosifs dans les zones nouvellement accessibles, récupérées par l'armée ukrainienne, a augmenté la demande d'opérations de déminage, essentielles pour permettre l'accès à l'aide humanitaire, le rétablissement progressif et la gestion sûre des risques liés aux engins explosifs, en particulier lors du déblaiement des décombres et de la reconstruction.

*« Même dans le cadre d'un cessez-le-feu, si je pouvais retourner chez moi et trouver un emploi dans ma ville natale, dans la région de Louhansk, je n'y retournerais pas. Ce n'est pas sûr, et cela restera dangereux pendant longtemps. Si un jour j'ai des enfants, je ne veux pas vivre en craignant pour leur vie. »*

*Vadym Loktionov, chef de projet EORE, HI, Dnipro*

<sup>21</sup> Centre de stratégie économique, disponible à l'adresse suivante : <https://ces.org.ua/en/refugees-fourth-wave/>

## 4. Conclusions et recommandations

En 2025, alors que la guerre fait rage en Europe entre la Fédération de Russie et l'Ukraine et qu'ils craignent pour leur sécurité intérieure et l'intégrité de leur territoire, plusieurs États d'Europe de l'Est comme la Pologne, la Finlande, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, parties au Traité sur l'interdiction des mines antipersonnel, ont déclaré leur intention de s'en retirer. **Il s'agit d'un pas en arrière pour le droit international humanitaire (DIH), la coopération internationale et surtout la protection des civils, premières victimes de ces armes non discriminantes.** Comme d'autres instruments internationaux de désarmement humanitaire, qui interdisent une catégorie entière d'armes, le Traité d'interdiction des mines antipersonnel, adopté en 1997, a été motivé par le coût humanitaire : les pertes dévastatrices et les souffrances humaines causées par les mines antipersonnel.<sup>22</sup> Au niveau mondial, les civils représentent 84 % des victimes de mines antipersonnel et des restes explosifs de guerre. Les mines antipersonnel, les armes à sous-munitions et les restes explosifs de guerre peuvent encore tuer ou blesser des civils des décennies après un conflit, entraver l'accès à l'aide humanitaire et avoir un impact considérable sur le redressement socio-économique.<sup>23</sup>

### Nous appelons la Fédération de Russie à :

- **Renoncer à l'utilisation et au transfert d'armes interdites**, telles que les armes à sous-munitions et les mines antipersonnel.
- Adhérer à la Convention sur les armes à sous-munitions, à la Déclaration politique sur l'utilisation des armes explosives dans les zones peuplées et au Traité d'interdiction des mines antipersonnel.
- **Prendre toutes les mesures possibles pour protéger les civils et les infrastructures civiles dans le cadre du conflit** et, en particulier, renoncer à toute action militaire visant à attaquer, détruire, enlever ou rendre inutilisables des biens indispensables à la survie de la population civile, conformément à l'article 54 du premier protocole additionnel aux Conventions de Genève.

### Nous appelons l'Ukraine à :

- **Garantir le respect intégral du Traité d'interdiction des mines antipersonnel en toutes circonstances et rendre publics les résultats des enquêtes en cours sur l'utilisation potentielle de mines antipersonnel.** Le gouvernement ukrainien devrait confirmer aux États parties que

<sup>22</sup> Observatoire des mines - Ukraine, p22, disponible sur <https://the-monitor.org/country-profile/ukraine/impact?year=2023>

<sup>23</sup> Rapport de l'Observatoire des mines 2024, p17, disponible à l'adresse suivante : [Landmine-Monitor-2024-Final-Web.pdf](#)

les stocks restants de mines antipersonnel qui attendent d'être détruits ne peuvent pas être utilisés dans des opérations de combat.

- **L'autorité ukrainienne de lutte contre les mines doit notamment transposer** les normes internationales de lutte contre les mines, en particulier l'assistance aux victimes (**NILAM 13.10**), **dans la législation nationale** et concrétiser ses engagements humanitaires en développant une assistance intégrée centrée sur les personnes.

#### **Nous appelons la communauté internationale à :**

- **Plaider vigoureusement en faveur d'une cessation immédiate des hostilités**, seul moyen d'assurer la protection des civils. Les parties au conflit doivent prendre toutes les mesures possibles pour protéger les civils et les infrastructures civiles.
- **Condamner, enquêter et poursuivre les violations du droit international humanitaire**, y compris la violation des principes de distinction et de proportionnalité, la règle des précautions réalisables, l'interdiction des attaques sans discrimination, les attaques contre les civils et les biens de caractère civil, et l'utilisation d'armes interdites internationalement telles que les mines antipersonnel et les armes à sous-munitions, comme le prévoient le Traité sur l'interdiction des mines antipersonnel et la Convention sur les armes à sous-munitions.
- **Dénoncer tout État qui se retire de ses obligations au titre du traité d'interdiction des mines antipersonnel**, car une sécurité durable ne peut être fondée sur des armes qui tuent sans discernement.

#### **Nous appelons les bailleurs finançant le secteur de l'action humanitaire contre les mines à :**

- **Fournir un financement important pour une assistance aux victimes centrée sur les personnes**, pilier de l'action humanitaire contre les mines, parallèlement aux efforts de remise à disposition des terres, afin d'améliorer l'accès à la réadaptation et aux technologies d'assistance ainsi qu'au soutien psychologique, et prendre des mesures pour améliorer l'inclusion des survivants et de leurs familles dans la société. L'approche doit toujours être inclusive en prêtant attention aux groupes les plus vulnérables, notamment les enfants, les personnes âgées, les personnes handicapées et les femmes dans toute leur diversité.
- **Continuer à soutenir la mise en œuvre d'activités d'éducation et de sensibilisation aux risques** pour les communautés vivant dans des zones contaminées afin de réduire le risque d'accidents liés aux mines antipersonnel et aux restes explosifs de guerre.

## **La réponse de HI en Ukraine depuis 2022 : notre approche complète et spécifique de l'assistance aux victimes.**

Avec son programme de réduction de la violence armée, HI s'efforce de participer à l'action humanitaire contre les mines en Ukraine depuis le début de l'invasion à grande échelle. Cette action comprend l'éducation aux risques contre les engins explosifs, qui vise à réduire le risque de décès ou de blessure dû à un accident impliquant un engin explosif en sensibilisant la population et en encourageant les changements de comportement ; l'assistance aux victimes, qui s'appuie sur des efforts généraux et spécifiques pour répondre aux besoins et aux droits immédiats et à long terme des victimes ( survivants, leurs familles et leurs communautés), et la préparation d'enquêtes non techniques pour contribuer à la remise à disposition des terres. Depuis 2022, HI a organisé 8 525 sessions EORE dans différentes régions d'Ukraine, touchant 192 996 personnes, et a formé 7 069 personnes à l'animation de telles sessions. En outre, en tant qu'organisation axée sur les victimes, HI a fourni des services de d'assistance aux victimes à 224 personnes par le biais d'une aide en espèces, de séances de réadaptation et d'un soutien psychosocial en matière de santé mentale, de conseils en matière de protection et d'orientation vers d'autres services sociaux.

Publié par Handicap International - Humanité & Inclusion

Site web : <http://www.hi.org>

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier du ministère fédéral allemand des Affaires étrangères (GFFO) et de la Coopération internationale de Suisse (SDC). Les points de vue et les opinions exprimés ici sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles des gouvernements allemand et suisse.

Première publication en juin 2025, © Handicap International.

Handicap International est enregistrée en France sous les références suivantes : N° SIRET : 519 655 997 00038 - Code APE : 9499Z.

Cette publication est protégée par le droit d'auteur mais peut être reproduite par n'importe quelle méthode sans frais ni autorisation préalable à des fins d'enseignement, mais pas pour la revente. Pour toute autre reproduction, une autorisation écrite préalable doit être obtenue auprès de l'éditeur et une redevance peut être exigée.